

RDCCE DOCUMENT  
APPARTIENT A

COO-2002-R-73533

**Annexe 11 : Décret n°079/2002 du 03 juillet 2002 déterminant les modalités de fixation et d'ajustement du salaire minimum interprofessionnel garanti, des allocations familiales minima et de la contre-valeur du logement**

---

Le Président de la République,

Vu tel que modifié et complété à ce jour, le Décret-Loi constitutionnelle n°003 du 27 mai 1997 relatif à l'organisation et à l'exercice du pouvoir en République démocratique du Congo, notamment en son article 5, alinéa 2 ;

Vu tel que modifié et complété à ce jour, le Code du Travail annexé à l'Ordonnance-Loi n° 67/310 du 09 août 1967 spécialement ses articles 73,74,77 et 118 ;

Vu l'ordonnance n° 67/442 bis du 1<sup>er</sup> octobre 1967 portant réglementation des salaires minima interprofessionnels et des Allocations familiales minima ;

Vu tel que modifié et complété à ce jour, l'Ordonnance n°76/230 du 16 septembre 1976 portant création d'une Commission nationale des prix et des salaires ;

Revu l'Ordonnance n°91/007 du 25 février 1991 portant suppression du salaire minimum agricole garanti (SMAG), réajustement du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) des Allocations familiales minima et de la Contre-valeur du logement ;

Considérant la nécessité de déterminer les modalités devant servir de base pour la fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti, des Allocations familiales minima et de la Contre-valeur du logement ;

Considérant l'avis émis par le Conseil national du Travail en sa 29<sup>e</sup> session tenue du 15 janvier au 12 février 2002 ;

Sur proposition du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale ;

Le Conseil des ministres entendu ;

DÉCRÈTE :

CE DOCUMENT  
APPARTIENT A

DOC. NORMES

## **TITRE I : Des dispositions générales**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le présent Décret détermine les modalités de fixation et d'ajustement du salaire minimum interprofessionnel garanti SIMIG, des Allocations familiales minima et de la Contre-valeur du logement "

**Article 2** : Les dispositions du présent article s'appliquent à tous les travailleurs tels que définis à l'article 4 du Code du Travail ;

**Article 3** : Au sens du présent décret on entend par :

- salaire minimum interprofessionnel garanti, la somme minimale fixée par les pouvoirs publics en deçà de laquelle aucun travailleur ne peut être rémunéré sous peine de sanction ;
- budget type familial ou panier de la ménagère, la moyenne des dépenses dont la valeur correspond à un salaire susceptible d'assurer au travailleur un minimum vital qui lui permet de subvenir à ses besoins essentiels et à ceux des membres de sa famille, compte tenu du niveau des prix du marché ;
- besoins essentiels du travailleur, les nécessités liées aux commodités de la vie dont la satisfaction permet les conditions d'existence et de travail conformes à la dignité humaine ;
- l'indice des prix, la mesure des variations au cours du temps du niveau général des prix des biens et services utilisés ou payés par la population de référence pour sa consommation.

## **TITRE II : Des modalités de fixation et d'ajustement du salaire minimum interprofessionnel garanti**

### **CHAPITRE I : Des critères de fixation et d'ajustement**

**Article 4** : Sont pris en considération pour la fixation et l'ajustement du salaire minimum interprofessionnel garanti les critères sociaux et économiques suivants :

- Critères sociaux, besoins essentiels du travailleur, coût de la vie et ses fluctuations niveau général de salaire, prestations de la sécurité sociale, niveau de vie comparé à celui d'autres groupes sociaux ;
- Critères économiques : situation économique générale, capacité de paiement des employeurs, productivité, classification des emplois, indice des prix, érosion monétaire.

**Article 5** : La tension salariale applicable en matière de fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti du travailleur du manœuvre ordinaire au cadre de collaboration varie de 1 à 10 soit 100 à 1000.

## **CHAPITRE II : Des éléments constitutifs des besoins essentiels**

**Article 6** : Les besoins essentiels à satisfaire comprennent notamment l'alimentation et l'habillement.

La prise en compte d'autres besoins comme l'éducation, les loisirs, le transport de la femme et des enfants et de l'épargne sera examinée annuellement par la Commission tripartite prévue à l'article 9 ci-dessous.

**Article 7** : Sans préjudice de l'article 6 ci-dessus, la liste en annexe au présent Décret détermine les postes des dépenses des besoins minima pour l'établissement du budget type familial valable pour un ménage du travailleur en charge trois enfants.

## **CHAPITRE III : De la fixation et de l'ajustement du salaire minimum interprofessionnel garanti**

**Article 8** : Le salaire minimum interprofessionnel garanti est calculé en pourcentage du budget type familial, après avis du Conseil national du travail.

**Article 9** : Pour maintenir le pouvoir d'achat des travailleurs, il sera procédé à l'ajustement du SMIG en cas d'augmentation égale ou supérieure à cinquante pour cent.

**Article 10** : Une Commission tripartite instituée auprès du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale coordonne les études et enquêtes nécessaires menées sur toute l'étendue du territoire national en vue d'apprécier périodiquement le rapport entre l'indice général des prix à la consommation et le niveau des salaires de manière à permettre la révision du SMIG à partir du mois de janvier de chaque année.

**Article 11** : Un arrêté du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale pris après avis du Conseil national du travail, détermine les modalités de fonctionnement de la commission tripartite mentionnée à l'article précédent.

## **CHAPITRE III : De la détermination des allocations familiales minima et de la contre-valeur du logement**

**Article 12** : Le montant journalier de l'allocation familiale minimale pour tout enfant à charge équivaut à un dixième du salaire minimum interprofessionnel garanti du manoeuvre ordinaire.

**Article 13** : Le montant journalier de la quotité saisissable par l'employeur au titre de contre-valeur du logement équivaut à un cinquième du montant journalier des Allocations familiales.

**Article 14** : Lorsque, pour cause de mutation, l'employeur assure au travailleur un logement en nature, il peut défalquer de la rémunération de celui-ci un montant minimum équivalent au montant fixé à l'article 13 ci-dessus.

#### **TITRE IV : Des dispositions abrogatoires et finales**

**Article 15** : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret.

**Article 16** : Le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent Décret qui sort ses effets à la date de sa signature.